

tres nations, peut boulangier du pain de qualité inférieure, en se passant de notre blé. Les Français n'ont pas acheté de grandes quantités de notre blé, bien qu'ils aient importé de l'Afrique septentrionale du blé provenant de la semence obtenue du Canada, je crois, et de très belle qualité.

Je parle au point de vue scientifique—et je me crois quelque peu autorisé à le faire—en disant que bien que le pain soit appelé le soutien de la vie, il peut l'être sans être de la plus haute qualité. Après tout, le pain est surtout composé d'amidon, de gluten et de protéine. L'amidon, la protéine et le gras, ainsi que des sels et de l'eau sont toute notre nourriture. Nous trouvons partout des sels et de l'eau dans tous les aliments et breuvages; la protéine provient en grande partie de la viande et du fromage; le beurre et la crème fournissent le gras; l'amidon vient du pain, des pommes de terre, des haricots, et autres produits de même nature. Ainsi, un morceau de pain, même de pauvre qualité, et un peu de beurre suffisent absolument au soutien de la vie. Naturellement, l'amidon peut provenir d'autres produits. L'autre jour, j'ai lu un article de journal qui m'a rappelé ce fait. L'article déclarait que l'Irlandais le plus pauvre en Irlande, vivant surtout de pommes de terre et de lait, a une alimentation parfaite. La pomme de terre renferme l'amidon tandis que le lait a une certaine teneur de protéine ainsi que de gras. Les pommes de terre et le lait constituent donc un régime alimentaire aussi complet que le pain et le beurre. A l'instar des Irlandais qui obtiennent un aliment complet des pommes de terre et du lait, les Français et les populations des autres pays, qui avaient l'habitude d'importer notre blé, obtiennent l'amidon d'autres blés que du nôtre ou encore ils mangent à cette fin du pain de seigle, du pain bis, des pois, des haricots, des pommes de terre et diverses autres denrées. Je fais ces observations parce qu'il est temps que nous, les Canadiens, nous nous rendions compte que nous ne pouvons forcer l'univers à acheter notre blé. Le monde peut s'en passer. La seule manière de l'écouler, c'est d'encourager plutôt que de forcer les autres pays à l'acheter.

Un autre aspect du problème qu'il ne faut pas perdre de vue non plus, c'est que la production du blé dans l'univers est dix fois plus élevée que celle du Canada, soit 4 milliards de boisseaux, en chiffres ronds. La production annuelle du Canada s'établit à environ 400 millions de boisseaux. Je me souviens que j'étais à Fort-William, en 1929, alors que le blé se vendait environ \$1.50 le boisseau.

L'hon. M. STEVENS: Un dollar et soixante-quinze cents.

M. ROSS (Moose-Jaw): Un dollar et quatre-vingt-deux cents.

L'hon. M. MANION: Parfait. Je me rappelle que le prix était d'environ \$1.50. Je me rappelle aussi qu'un gros financier, marchand de grain bien connu de presque tout l'Ouest, parcourait l'Ouest à cette époque, et parlait à la radio, prophétisant comme d'autres producteurs de blé que le prix du blé monterait jusqu'à \$2 le boisseau. Je ne dis pas cela dans le but de critiquer, mais voilà qui montre bien l'attitude qui prévalait alors et qui nous a beaucoup nui sur les marchés étrangers. Les représentants de l'un des syndicats donnèrent un grand banquet à la tête des Laes, auquel ils invitèrent des hommes publics et, par conséquent, j'y assistais. Ces gens se vantèrent ouvertement qu'ils tenaient l'univers à leur merci; ils avaient dans l'idée que le monde ne pouvait se passer de notre blé et qu'ils allaient le forcer à payer leur prix. Dans son rapport, M. le juge Turgeon mentionne cet incident à plusieurs reprises. Loin de moi l'idée de critiquer ceux qui adoptèrent cette attitude, mais il est incontestable qu'elle se manifestait chez les syndicats et chez les particuliers de l'Ouest, ainsi que chez les marchands et les commerçants de grain. La certitude qu'avaient ces gens de forcer les pays de l'univers à acheter notre blé a été l'une des causes qui nous a empêchés de l'écouler sur les marchés étrangers.

Il est bon de garder ces faits à la mémoire. Je parle ainsi dans le but d'esquisser les grandes lignes du problème tel que je l'envisage afin que nous soyons tous disposés à collaborer à l'élaboration d'un plan permanent. Il ne s'agit pas suivant moi d'inaugurer un programme à tout hasard, ou simplement pour l'année en cours, mais un programme qui s'appliquera au moins pour quelques années. Nous devrions tenter d'élaborer ce programme de concert avec les autres pays producteurs de blé, c'est-à-dire l'Argentine, l'Australie et les Etats-Unis tout particulièrement, de concert aussi, si la chose est possible, avec les consommateurs, en nous souvenant toujours que le but à atteindre est d'obtenir des prix rémunérateurs pour les producteurs mais raisonnables en même temps pour les consommateurs. C'est en posant ce principe, il me semble, que nous pourrions élaborer un plan à longue portée pour l'Ouest canadien. Depuis 1933, je crois, et à des intervalles irréguliers, on a tenu à Londres des conférences de la nature de celle à laquelle le Gouvernement a envoyé dernièrement un certain nombre de représentants apparemment